

Discours de Patrick Martin en ouverture de la REF

Lundi 26 août 2024

SOUS EMBARGO JUSQU'AU PRONONCE

Start me up !

On se souvient tous du concert mythique des Stones, ici à Longchamp ! J'y étais !

Ne comptez pas sur moi pour me déhancher à la façon de Mick Jagger ! Encore que...

Mais mettons le contact, faisons crisser les pneus, démarrons cette rentrée sur les chapeaux de roues !

C'est nécessaire : le monde ne nous attend pas, le climat ne nous attend pas, nos concitoyens sont impatients !

La France ne peut se mettre au point mort, encore moins enclencher la marche arrière !

Monsieur le Président du Sénat, cher Gérard Larcher,
Madame la Présidente de l'Assemblée nationale, chère
Yaël Braun-Pivet,

Mesdames et Messieurs les ministres,

Mesdames et Messieurs les élus,

Cher Ernest-Antoine Sellière, Cher Pierre Gattaz, Cher
Geoffroy Roux de Bézieux,

Chers amis entrepreneurs,

Bienvenue à tous, bienvenue à Longchamp,

Bienvenue à la 6ème Rencontre des Entrepreneurs de
France.

Notre POUVOIR, mais aussi notre devoir face à tant
d'inconnues, de défis et d'opportunités, en France et
dans le monde, c'est de tracer une voie.

C'est de faire preuve de lucidité, assumer et imposer un
principe de réalité : c'est de contribuer à une ambition
collective.

Notre pays a besoin d'une vision stratégique, la plus
largement partagée.

Il a besoin de se reconnaître, de se réunir autour d'une ambition pour lui-même et l'avenir de ses enfants.

Il a besoin de se donner le POUVOIR de réaliser cette ambition, en mobilisant tous les POUVOIRS de bonne volonté.

Nos entreprises, le MEDEF, sont de ces POUVOIRS de bonne volonté, tendus vers la réussite de la France.

Nous voulons tenir toute notre place, et nous la tiendrons.

Comment parler de réussite de la France sans d'abord saluer l'immense succès des Jeux Olympiques ?

Comment le faire sans souhaiter un même succès aux Jeux paralympiques dès ce mercredi, sans encourager les athlètes qui, par leur courage physique et mental, demain leurs médailles, forcent notre admiration.

Notre Conseil exécutif sera à leurs côtés pour la cérémonie d'ouverture !

Dès l'origine, notre MEDEF a été en soutien enthousiaste de ces jeux.

Il s'y est impliqué, que ce soit au COJOP ou au titre de son innovante charte sociale.

Ici même, en août dernier, Tony Estanguet avait reçu notre ovation.

Beaucoup de nos entreprises ont contribué à ce succès : prestataires, sponsors, soutiens aux athlètes.

Nous n'avons jamais douté du succès !

N'en déplaise aux éternels Cassandre, aux contempteurs d'une France à la dérive : à quelle victoire avons-nous assisté ?

A celle de l'effort, de l'excellence, de la compétition dans le respect de l'adversaire.

A celle de l'esprit collectif dans sa diversité, de la convivialité et de l'hospitalité.

A la victoire du génie français aux yeux du monde entier.

Finalement, ce que nous avons célébré avec fierté, c'est une réussite française !

Autant de mots qui nous font vibrer, nous entrepreneurs.

Pour nous, l'échec n'est pas une option, la compétition est notre quotidien... et le nivellement par le bas nous est insupportable.

Donnons-nous le POUVOIR de la victoire !

Pendant 2 jours, nous allons donc traiter DU pouvoir et DES pouvoirs.

Cette réussite des JO, c'est bien l'expression d'UN pouvoir : celui de décider, de prendre son risque, d'aller au bout de sa décision malgré les difficultés- et elles n'ont pas manqué !

C'est aussi l'expression DE pouvoirs, au pluriel cette fois.

Ceux, privés ou publics, qui ont su conjuguer leurs talents au service d'un projet pharaonique.

C'est exactement ce qui fait avancer nos entreprises :

Se fixer un objectif élevé, réunir les moyens de l'atteindre, s'organiser et emporter l'adhésion des équipes, tenir la ligne et à la fin monter sur la plus haute marche du podium.

C'est cela que nous appelons ardemment de nos vœux pour notre pays, pour l'Europe : nous y contribuerons de toutes nos forces !

Oui, la France sait gagner quand autour d'une vision elle s'en donne le POUVOIR.

Quand elle surmonte ses guerres picocolines, ses aigreurs, ses dogmes, ses vieilles lunes.

Quand elle s'impose de comprendre le monde et ne succombe pas à la nostalgie ou au fatalisme du déclin !

Immense merci et immense bravo à tous les acteurs des JO.

(Ils nous inspirent !)

Victor Hugo écrivait : "pouvoir, vouloir, savoir, 3 mots qui mènent le monde ».

Le MEDEF veut que notre pays, ses entreprises soient au rendez-vous du pouvoir, du vouloir et du savoir. Il le sera lui-même !

Dans un monde et un pays désemparés, interrogeons-nous ensemble sur le POUVOIR : que peut-on et veut-on faire ? Qui le peut ? Quelles sont la légitimité et l'efficacité du pouvoir politique, des contre-pouvoirs, des médias, de la société civile ? Comment mieux les articuler ? Quelles sont les forces en présence et comment interagissent-elles ensemble ?

Notre MEDEF est en lui-même un POUVOIR.

Il l'est déjà en tant que 1^{ère} organisation patronale, forte de ses 101 fédérations, regroupant elles-mêmes plus de 400 syndicats professionnels.

Forte aussi de ses 119 structures territoriales lui assurant une capillarité sans équivalent.

Un POUVOIR, il l'est en tant que partenaire social fermement décidé à assumer son rôle et ses responsabilités.

Car la démocratie sociale est une composante essentielle de la cohésion et de la performance de notre pays, a fortiori quand la démocratie politique malheureusement se cherche.

Un pouvoir il l'est, tout simplement parce qu'il représente 200 000 entreprises de tous les secteurs, de toutes les tailles, partout sur le territoire, hexagonal et ultra-marin.

Parce que ces entreprises emploient 10 millions de salariés !

Parce qu'il est, parce que nous sommes, uniques !

Pythagore disait quant à lui que le POUVOIR habite auprès de la nécessité.

Ignorer les nécessités, c'est réduire le POUVOIR au seul discours.

C'est un exercice peut-être séduisant mais sans lendemain.

Au moment où notre pays s'expose à de graves errements, la nécessité c'est de rappeler que la prospérité économique et la création de richesse sont la pierre angulaire d'une société apaisée et durable.

Non, on ne peut pas distribuer du pouvoir d'achat qui n'a pas d'abord été créé !

Pas plus que générer davantage d'emplois si l'activité et la productivité ne sont pas là !

Notre pays ne peut pas non plus éternellement vivre à crédit !

Non, nos entreprises ne pourront pas tenir leurs ambitions de décarbonation sans moyens financiers et sans règle du jeu stable.

Non, les entreprises françaises ne sont pas gavées d'aides, sans quoi, net de celles-ci, elles ne supporteraient pas les prélèvements obligatoires les plus élevés de l'OCDE.

Cessons ces balivernes !

Oui, les partenaires sociaux en sont convenus, le partage de la valeur est en France parmi les plus équitables du monde, et non, il ne s'est pas déformé au bénéfice des actionnaires ces dernières années !

Oui, c'est bien le travail, sa qualité et sa quantité qui garantissent revenus et dignité.

Ce ne sont pas les 2 millions de nouveaux salariés depuis 2017 qui nous diront le contraire !

Oui, oui, les améliorations apportées ces dernières années à notre compétitivité nous ont remis dans le jeu mais pas encore sur un pied d'égalité avec nos concurrents, qu'il s'agisse d'impôts de production ou de charges sociales !

Je le dis : remettre en cause, ou simplement suspendre la politique de l'offre ne pourra qu'accélérer notre déclin.

Cela se paiera cash !

Qui peut faire comme si le monde n'existait pas ?

Avec de terribles tensions commerciales.

Des prix de l'énergie discriminants.

De lourdes interrogations quant aux conséquences des élections américaines.

Des politiques économiques chinoise, indienne menaçantes.

Sans oublier une instabilité préoccupante du continent africain si prometteur...

Ce constat pose la question de notre compétitivité sur laquelle j'ai alerté nos parlementaires : tous n'en sont pas assez conscients.

Croire ou laisser croire que la France est un monde à part est là aussi une erreur, une tromperie !

Non, le sujet n'est pas de dénoncer les effets supposément néfastes d'un excès de libéralisme.

Ce n'est pas par excès de libéralisme que nous avons les prélèvements obligatoires et la dépense publique les plus élevés au monde.

Ce n'est pas par excès de libéralisme que la performance des services publics laisse trop souvent à désirer et que nous supportons des déficits abyssaux.

Notre problème c'est au contraire la faillite de l'étatisme et une centralisation bureaucratique délirante.

Il faut y remédier.

Porter la dépense publique de 57 à 65% du PIB, comme le propose LFI, ne ferait qu'aggraver nos maux.

Ne laissons pas nos concitoyens et leurs représentants se laisser abuser par cette doxa mortifère et liberticide !

Monsieur le Président du Sénat,

Madame la Présidente de l'Assemblée nationale,

Vous accueillir et vous entendre ce jour est un grand honneur.

C'est sans précédent dans l'histoire de la REF.

C'est encore plus une évidence au regard du thème qui nous réunit, le POUVOIR, et compte-tenu du panorama politique de notre pays.

Un panorama inédit, fracturé, inquiétant.

Un panorama dans lequel, c'est heureux à bien des égards, notre Parlement retrouve un rôle central.

Merci infiniment à vous d'avoir accepté mon invitation.

Votre connaissance fine de notre pays, de ses forces, de ses faiblesses, nous éclairera.

Nous savons combien vous contribuez à ce que se dessine une issue politique la plus stable et la plus raisonnable possible.

Talleyrand disait : "gouverner les êtres humains c'est connaître leurs vrais besoins, et non obéir à leurs caprices déréglés ».

Il ne s'agit pas d'ignorer les messages clairs adressés par les électeurs.

Ils expriment de profondes préoccupations auxquelles il est grand temps de répondre.

Mais, ne nous laissons pas abuser ni menacer par ceux qui encouragent et exploitent ces caprices déréglés, avec cynisme.

Ce dont nous avons besoin, c'est de gouvernants courageux, lucides, expérimentés, ouverts au monde et capables d'abnégation.

Nous serons en appui d'un tel gouvernement.

Oui, il faut répondre à de nombreuses urgences, mais non, notre horizon ne se réduit pas à 2027 !

Alors, quel est pour nous le discours de la méthode pour exercer notre POUVOIR positif ?

Il repose sur 3 piliers :

- Le premier, réaffirmer la responsabilité et l'autonomie des partenaires sociaux.
- Le deuxième, imposer le primat de l'économie dans le débat et la décision publics et déconstruire les fausses bonnes idées.
- Le troisième, professionnaliser et étendre notre influence.

Et pour cela, démultiplier les actions du MEDEF au service de nos adhérents et du bien commun.

1) Sur le rôle des partenaires sociaux, le dialogue est de qualité, dans les entreprises, dans les branches ou au niveau interprofessionnel.

Jamais le nombre d'accords d'entreprise n'a été aussi élevé. Jamais l'image de l'entreprise n'a été aussi bonne auprès de nos concitoyens et des salariés. Le niveau de conflictualité dans les entreprises privées est à un plus bas historique, Oh, j'en sais la fragilité mais il faut le souligner.

Ça n'est pas un hasard !

Bien des fractures qui déstabilisent notre société ne traversent pas le collectif qu'est l'entreprise : tenter de les y importer serait coupable.

Certes, nous avons avec les organisations syndicales de réels désaccords, typiquement sur les retraites ou l'assurance chômage.

Certes, nous avons échoué sur le nouveau pacte de la vie au travail, mais enfin, d'autres désaccords ont existé dans l'histoire et le paritarisme n'en est pas mort !

La ligne reste toujours ouverte entre nous, dans le respect et la considération mutuels.

N'oublions pas nos récents accords sur le partage de la valeur, ou en novembre dernier la convention UNÉDIC, ni nos terrains d'entente sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, ou encore sur la revalorisation des indemnités chômage.

N'oublions pas non plus notre front commun face au projet de ponction de l'État sur l'AGIRC-ARRCO.

J'en profite pour rappeler que l'accord UNÉDIC de l'automne dernier, conforme au cadrage du gouvernement, n'intégrait rien de moins qu'une baisse de cotisations patronales.

Bravo à nos négociateurs.

Cet accord était conditionné à des économies à dégager dans le cadre de la négociation seniors, donc inaboutie.

Nous sommes prêts à reprendre cette négociation.

L'État devra alors honorer son engagement en actant la baisse de nos cotisations chômage.

Nous le demanderons d'autant plus que cette baisse devait compenser une augmentation de nos cotisations au régime de la garantie des salaires - l'AGS -, augmentation imposée par la multiplication des faillites d'entreprises, malheureusement.

L'AGS ne pourra pas éternellement assurer le meilleur niveau de couverture européen si le coût du travail dérive.

On doit tous l'avoir en tête.

Puisque j'évoque l'assurance chômage, laissez-moi vous redire notre incompréhension que l'actuel gouvernement ait brutalement suspendu son dernier projet de décret, que nous soutenions.

Chers amis, vous le savez, je suis convaincu du rôle essentiel des partenaires sociaux.

A ce titre, je confirme aux organisations syndicales ma proposition de travailler ensemble à la réconciliation de la croissance et des grandes mutations : environnement, digitalisation et Intelligence Artificielle, perspectives démographiques.

Les syndicats ont marqué leur intérêt pour ces travaux, que nous, partenaires sociaux, sommes les mieux à même de mener !

Revisiter ensemble les grands équilibres de notre modèle économique et social permettra d'éclairer bien d'autres sujets relevant de notre champ, sujets que nous abordons souvent d'une manière trop cloisonnée.

Ensemble, mettons ces sujets communs en cohérence !

Le moment est aussi venu de nous réinterroger sur notre sphère de légitimité, sur la réalité des responsabilités que nous y exerçons.

Je veux parler notamment de la protection sociale et de la formation.

En termes de gouvernance, d'assiette de financement, d'efficacité, de bonne gestion, beaucoup de ces régimes se sont dénaturés au fil des ans.

Je ne suis pas un chaud partisan d'un ménage à trois avec l'État, ni sur le plan du principe, ni en termes d'efficience. En autonomie et sans curatelle, provoquons un grand reset.

2) Le deuxième pilier c'est d'imposer le primat de l'économie dans le débat public.

Face aux théories et propositions péremptoires si éloignées de nos réalités, musclons nos analyses et nos positions. Il y a là aussi urgence !

En effet, les derniers débats électoraux n'ont pas traité d'innovation, d'industrie, de formation, de concurrence internationale, d'investissement, de prix de l'énergie, et j'en passe...

Même l'emploi n'a pas été un sujet central.

L'excellent économiste Xavier Jaravel a lui-même relevé que personne ne parlait de production de richesse. On marche sur la tête !

Remettons les choses dans le bon ordre !

Commençons par rétablir la vérité sur la conjoncture.

Les chiffres d'emploi et d'activité du 2ème trimestre sont rassurants.

L'effet JO sera positif pour les services sur le troisième trimestre et certains indicateurs se redresseraient en aout.

La prévision de croissance du gouvernement pour 2024 pourrait être tenue. Tant mieux !

Mais cette situation est précaire.

5800 faillites enregistrées en juillet, c'est un record historique !

Et les situations de trésorerie se tendent.

Les indicateurs avancés de l'intérim et de la logistique continuent de se dégrader.

L'indice PMI manufacturier baisse pour le 8ème mois consécutif à un niveau très faible.

La situation de toute la filière immobilière est, elle, franchement critique.

Alors qu'il devrait progresser fortement, au regard de nos impératifs de décarbonation, de digitalisation, et de compétitivité, l'investissement des entreprises diminue.

Face à cette réalité conjoncturelle, ça n'est pas de menaces ou de coups de canifs dont nos entreprises ont besoin, mais au contraire de stimulations, de lisibilité, et de rationalité !

En fait de rationalité, j'ai décidé de construire un front économique.

Sur la base de travaux menés par des chefs d'entreprise, des économistes indépendants, des think tanks, nous produirons dans les prochains mois un corps de doctrine, une vision étayée et globale de ce qu'est la réalité du monde ; de ce qu'apporte l'économie de marché à la prospérité générale, bref, de ce dont nous avons besoin.

Chacun d'entre vous pourra bien sûr s'associer aux travaux de ce front-là.

Remettre les choses dans le bon ordre, c'est dans l'immédiat dénoncer certaines propositions inappropriées voire dangereuses.

Abroger la réforme des retraites le serait alors qu'il est déjà établi qu'elle ne suffira pas à équilibrer durablement nos régimes par répartition.

50% du creusement de notre dette publique depuis 2017 résulte du déficit de ces régimes, public compris.

Retirer cette réforme serait un signal terrible pour les marchés, donc pour les conditions de financement des ménages et des entreprises autant que de l'Etat. Ce serait condamner cotisants et pensionnés à une potion amère.

Depuis 1981, la France essaie de se dépêtrer des effets d'une réforme politicienne : l'abaissement de l'âge légal à 60 ans.

Alors que le pays porte les stigmates des baisses organisées de sa capacité productive – désindustrialisation, déficits publics et commerciaux, fracture territoriale, déclassement de notre PIB par habitant – ne remettons pas une pièce dans le juke-box !

Et profitons-en pour enfin créer des fonds de pension dans le privé, aussi nécessaires au financement de notre économie qu'à celui des retraites.

Que la dernière réforme ait été maladroitement amenée n'y change rien !

Revenir sur la fiscalité du capital serait une autre décision redoutable.

Nos entreprises sont face à une montagne d'investissements.

Ce n'est vraiment pas le moment de dissuader l'investissement en capital.

Ne fragilisons pas non plus à nouveau nos précieuses entreprises familiales en taxant la détention ou la transmission de leurs actions.

Ceci me vaut de saluer la constance et, disons-le, le courage politique avec lesquels nos gouvernants ont tenu la ligne sur la fiscalité depuis 2017.

Comme ils l'ont fait sur l'augmentation indispensable du taux d'emploi.

Bruno Le Maire est parmi nous.

Cher Bruno, nous avons pu avoir des divergences, sur le rythme de suppression de la CVAE, ou sur la situation si grave du logement.

Mais tu as été un artisan déterminé et déterminant de ces politiques pro entreprises.

Je n'oublie pas non plus ton écoute et ta réactivité face au COVID, quand avec Geoffroy nous échangeons chaque jour avec toi.

Pour tout cela, merci !

Remise en cause de la réforme des retraites, alourdissement de la fiscalité, à ces deux erreurs s'en ajouterait une troisième :

Répondre au sujet réel du pouvoir d'achat des salariés modestes par une revalorisation massive du SMIC à la charge des entreprises.

Érosion des rentabilités, destructions d'emplois, nouvel écrasement des grilles salariales, perte de compétitivité : de A à Z les effets en seraient ravageurs.

Et prétendre compenser ces surcoûts par des prêts publics aux TPE/PME, c'est nous prendre pour des gogos : nous, nous savons qu'une dette se rembourse, et comment le faire si nos résultats sont laminés ?

D'autres réponses existent.

Elles commencent par des décisions structurelles sur le financement de la protection sociale -je rappelle qu'au niveau du SMIC, le salarié supporte encore 368€ de charges mensuelles.

Par ailleurs nous attendons toujours les conclusions des travaux lancés lors de la Conférence sociale de

l'automne dernier sur l'optimisation de l'équilibre entre revenus du travail et transferts sociaux.

Oui, d'autres réponses, elles économiquement tenables, existent pour le pouvoir d'achat.

La première restant évidemment la création de richesses et d'emplois.

Oui, il faut enfin mettre en place l'Union européenne des marchés de capitaux, assouplir les ratios prudentiels qui brident l'investissement productif des grands institutionnels.

Oui, je le redis, il faut enfin nous doter de fonds de pension.

Oui, il faut plus encore orienter l'épargne vers l'entreprise !

Mais ne rêvons pas, les 300 milliards d'euros de capitaux européens qui partent annuellement aux Etats-Unis, les 6000 milliards qui y sont déjà investis ne sont pas le fruit du hasard.

Ils s'y investissent parce qu'ils y trouvent une meilleure rentabilité et un cadre fiscal avantageux et stable.

L'économie est tout simplement rationnelle.

Dénonçons aussi cette fausse bonne idée de la conditionnalité des aides : elles sont par construction déjà conditionnées (que je sache, on ne touche pas de Crédit Impôt Recherche sans engager les dépenses afférentes, et dieu sait si cela est contrôlé ! Je vous prends à témoin !).

Mais je dis chiche !

Remettons à plat l'ensemble du système des prélèvements obligatoires et des aides.

Mais faisons-le alors avec l'obsession de la performance de notre économie.

Ne nous racontons pas d'histoires, ce débat sur la conditionnalité est le faux nez d'objectifs budgétaires plutôt qu'économiques ou sociaux.

La vérité c'est que nous sommes incapables d'aller chercher de vraies économies sur les dépenses publiques courantes !

Idem pour les aides à l'apprentissage.

Oui, il peut y avoir des effets d'aubaine marginaux.

Pour autant faut-il jeter le bébé avec l'eau du bain ? Bien sûr que non !

Je rappelle que le public n'emploie que 25 000 apprentis. Nous, 1 million, et pour beaucoup issus du supérieur ! Où est la paille, où et la poutre ?

La liste de nos sujets de préoccupation est bien remplie : les entrepreneurs sont déjà inquiets, ne les rendons pas fébriles puis désabusés.

3) Gagner ces combats vitaux suppose que nous renforçons notre influence. C'est mon troisième pilier.

Nous avons construit un cas d'école avec les élections européennes.

Grace à notre travail de fond, avec nos homologues européens nous avons contribué à une inflexion de la politique de l'Union.

Oui nous avons réaffirmé notre conviction européenne. Mais ceci ne nous a pas empêché de dénoncer les modalités et le calendrier de mesures tels que le Green Deal, la CSRD ou le Devoir de Vigilance.

Des mesures généreuses, partagées, mais n'intégrant ni la concurrence mondiale, ni les coûts de mise en œuvre, ni leur acceptabilité sociale – ceci s'est vérifié dans les urnes. Donc des mesures mal conçues à bien des égards.

Enrico Letta puis Mario Draghi ont abondé dans notre sens.

Résultat ? Ursula von der Leyen a été reconduite sur la base d'un « nouveau plan pour une prospérité et une compétitivité durables en Europe ». Puissions-nous nous inspirer de la large coalition qui soutient ce plan...

Nous surveillerons sa bonne exécution.

Nous avons là, en toute transparence, exercé notre POUVOIR. Et ça marche !

Fort de cette expérience, et vu les aléas de la situation politique française, il nous faut redoubler d'efforts pour porter nos analyses et nos convictions auprès de tous les acteurs politiques.

Quelle que soit leur appartenance.

Trop d'entre eux méconnaissent nos réalités, nos contraintes mais aussi nos réalisations et nos projets.

Nous n'avons pas à rougir de ce que nous sommes et faisons.

Ni sur le plan économique et social, ni sur le plan environnemental et sociétal.

Nous en aurons la démonstration éclatante lors de la séquence finale de cette REF, autour de cinquante patrons et associations remarquablement engagés pour l'inclusion.

En perspective d'échéances électorales prochaines, nous mobiliserons plus encore notre réseau auprès des élus nationaux et locaux.

Nous le ferons loyalement, pour dissiper les idées reçues et éviter les procès d'intention.

En veillant attentivement à ce que les positions locales, le plus souvent pragmatiques et consensuelles se traduisent bien dans les votes nationaux.

Pour rehausser notre propre niveau de jeu, nous avons par ailleurs rénové notre Académie Medef.

Cela surprendra peut-être, mais nous créons en quelque sorte une "école du parti".

Il convient que nos propres élus, nos mandataires - que j'honore et remercie - nos collaborateurs soient toujours plus affûtés et militants pour défendre notre cause.

Les interrogations, les menaces conjoncturelles et politiques que j'ai rappelées nous détournent-elles de nos grands objectifs ? Non !

Il nous faut plus que jamais être au service de nos adhérents et de toutes nos parties prenantes.

Nous le ferons par exemple dès cet automne, avec le Tour de France de l'Intelligence Artificielle qui ne peut rester l'apanage des seuls géants du digital.

L'IA sera surtout une formidable opportunité pour qui s'en saisira.

Nous serons aux côtés de nos jeunes champions à Lyon, dans quelques jours, pour la finale mondiale des WORLDSKILLS. Ce sont nos JO à nous.

Avec vos fédérations et nos entreprises le MEDEF soutient puissamment ces jeunes qui incarnent l'excellence et la motivation dans 80 métiers.

En les soutenant, c'est votre avenir en même temps que le leur que vous assurez !

Dans le cadre du sommet de la francophonie, nous serons aussi très présents au forum FrancoTech.

Un forum international destiné à renforcer l'espace économique francophone.

L'occasion pour moi de saluer la montée en puissance de l'Alliance des Patronats Francophones.

Cette Alliance efficace, présidée par Geoffroy, nous l'avons lancée tous ensemble ici-même en 2021.

Nous sommes des réalisateurs.

Puisque je parle de réalisation, il y en a une dont je suis particulièrement fier : le MEDEF est depuis cette année la première organisation patronale au niveau mondial à rejoindre le programme Génération égalité d'ONU Femmes.

Faire prospérer le dialogue social, faire valoir nos convictions, servir nos adhérents, être au rendez-vous de nos responsabilités, voilà la feuille de route sur laquelle j'appelle et salue votre mobilisation !

Il nous faut accélérer encore !

Comme diraient nos amis québécois, « il faut que les bottines suivent les babines ! ». J'adore cette expression !

Dit autrement, il faut passer des paroles aux actes !

J'ai beaucoup parlé de notre collectif.

J'y associe évidemment toutes les organisations et associations patronales.

A sa place singulière, et dans le respect de chacune d'elles, le MEDEF se doit d'être fédérateur.

C'est ce que j'ai fait ce 20 juin en conviant François Asselin, Michel Picon, et 14 organisations d'entrepreneurs pour l'audition des candidats aux législatives.

Nous avons affiché notre front commun.

Je continuerai dans cet état d'esprit, car la période impose plus que jamais l'union !

La dureté des temps pourrait inciter chacun à se replier sur soi : permettez-moi de vous dire qu'il faut au contraire s'unir et plus que jamais s'engager.

Merci à tous nos élus et mandataires - avec une reconnaissance particulière pour notre Bureau, notre Conseil exécutif, et bien-sûr mes fidèles amis Vice-président et porte-paroles.

Notre solidarité est précieuse.

Elle bénéficie à tous.

Je veux à ce titre saluer notre extraordinaire présidente du MEDEF Nouvelle Calédonie, si courageuse, dévouée et combative face à une terrible situation.

Ma chère Mimsy tu mérites la médaille d'or patronale !

A très vite à Nouméa !

Merci enfin à nos partenaires, à nos formidables collaborateurs, qui ont consacré leur été à la préparation de cette REF. Sans les uns et les autres nous ne serions pas là aujourd'hui.

La période est rude pour nous tous. Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'elle nous réserve de grosses surprises...

Nous serons très présents, organisés et combatifs !

Sachez que ceci me motive plus encore.

Ça me rend chaque jour plus conscient des responsabilités que vous m'avez confiées en me faisant l'honneur de m'élire à la tête de notre MEDEF !

Merci à tous !

Ensemble nous relèverons le gant !

Ensemble nous porterons plus haut encore la flamme olympique de notre Mouvement et de nos entreprises !

Vive le MEDEF !

Vive les entreprises de France !

Vive la France !